

La perte de légitimité issus de l'immigration

Les jeunes issus de l'immigration se trouvent confrontés à une forte insécurité, liée à leur exclusion sociale. Leur stigmatisation et l'actuelle mise en cause de leur légitimité politique rendent encore plus difficile leur accès à l'autonomie. Comment se mobiliser pour y faire face ?

Joëlle BORDET, psychosociologue

Certaines municipalités développent des politiques de solidarité avec les jeunes et leurs familles. Cette posture favorise des dynamiques de sortie de la victimisation individuelle, et vise à l'émancipation.

Depuis plus de vingt-cinq ans, les jeunes des quartiers populaires sont confrontés au risque du chômage; face aux fermetures d'usines, à l'évolution des emplois dans l'industrie, ils ont été fortement frappés par ces changements qui ont créé une insécurité sociale sur plusieurs générations. Ce sentiment de devoir faire face, de plus en plus tôt, à leur destin social a donné à la réussite scolaire, au sens de l'obtention des diplômes, un rôle très important.

Pour nombre d'entre eux, les échecs répétés, les ruptures avec l'environnement scolaire les ont conduits à être fixés au cœur de la cité et à survivre au quotidien, dans un temps suspendu.

De nombreux jeunes, filles et garçons, ont aussi réussi à se situer dans l'univers scolaire et à mener une scolarité qui leur a permis l'obtention des diplômes. Trop souvent, cependant, les jeunes issus de l'immigration se sont trouvés confrontés à la stigmatisation et aux discriminations. Ils ont vécu des parcours complexes, alternant des statuts de salariés différents, déqualifiés par rapport au niveau de leurs diplômes. Pour tous les jeunes des quartiers populaires, l'inégalité des réseaux économiques mais aussi des réseaux sociaux pour accéder

à l'autonomie crée une grande colère. Pour les jeunes issus de l'immigration, les stéréotypes viennent renforcer la difficulté d'accès à une vie autonome.

La confrontation au « vide »

Ainsi, l'insécurité sociale caractérise les modes de socialisation de ces jeunes depuis de nombreuses années. Souvent désignés comme agents possibles de l'insécurité dans l'espace public et dans les relations sociales, leur insécurité à pouvoir assumer l'avenir est trop peu prise en compte. Nous regrettons ainsi que les mouvements sociaux, comme celui des retraites, n'aient pas davantage pris en compte cet enjeu. Créer une plus grande sécurité des jeunes par rapport à leur avenir est très important pour rassurer l'ensemble des familles et pour renforcer les dynamiques inter-générationnelles.

Nos travaux actuels avec les jeunes, en particulier les enquêtes, montrent une intensification de ce phénomène. Les adolescents doivent réussir de plus en plus tôt au plan de la scolarité, l'univers de la performance scolaire individuelle prend le pas sur celui de l'excellence, au sens à la fois individuel mais aussi collectif. Les entretiens avec les jeunes mettent à jour des situations de grande détresse, « je

ne suis rien, je ne sers à rien »; le sentiment de confrontation au vide, pour les filles et les garçons, sont des épreuves très grandes pour certains d'entre eux. A 14, 15 ans, la confrontation à l'échec scolaire et au risque de rupture avec la vie au collège constitue une mise en danger pour leur avenir social et, de façon immédiate, sur le plan psychologique. Les entretiens menés avec eux montrent que ces ruptures ont pour effet de mettre en doute leur propre valeur personnelle et leur capacité à se repérer dans leur univers social.

Les entretiens dans les collèges ont révélé l'ampleur de cet enjeu et le risque de rupture de solidarité entre les élèves. La figure « des élèves perturbateurs » vient très tôt représenter à la fois un danger pour certains, et une façon d'exister pour d'autres. L'enfermement dans ce rôle très tôt peut alors être, trop vite, relayé par celui de délinquant potentiel. Pour échapper au vide, à l'angoisse générée par ces situations, certains jeunes éprouvent ce rôle et s'inscrivent dans des chemins en partie préconstruits par les institutions. Aujourd'hui, l'institution scolaire, en particulier les collèges, constitue un enjeu clé du devenir social individuel et collectif de ces jeunes. C'est un enjeu structurel.

politique des jeunes

Pourtant, des processus collectifs de travail contribuent à atténuer les effets de ces dynamiques scolaires. Ainsi des partenariats locaux associant les éducateurs, les associations, souvent une partie des professionnels de l'école visent à éviter « les disparitions », et à proposer des alternatives aux jeunes. Les entretiens avec les jeunes ont montré un grand intérêt à se sentir utiles au plan social pour, progressivement, pouvoir se situer et investir des rôles sociaux. Ces dynamiques de travail menées avec les Missions locales, avec des associations comme l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) ou Unicité, ou avec les responsables de la jeunesse des municipalités, ne peuvent pas se substituer à la question du salariat, mais peuvent contribuer à éviter les ruptures et les difficultés personnelles.

Faciliter l'accès à l'autonomie

De même, pour faire face à l'inégalité des ressources des réseaux sociaux, certaines municipalités développent des politiques de solidarité avec les jeunes et leurs familles. Des initiatives sont

© PHOTO THÈQUE ROUGE-JEAN-PIERRE DESHAYES



A 14, 15 ans, la confrontation à l'échec scolaire et au risque de rupture avec la vie au collège constitue une mise en danger pour l'avenir social des jeunes.

prises pour favoriser la validation des projets de jeunes, par la constitution de pôles de ressources au plan local, au sein des entreprises, de la municipalité, et éviter ainsi l'extrême solitude de ces jeunes face à l'absence de perspectives. Des interlocuteurs sont identifiés et ont pour rôle de favoriser l'accès à ces ressources locales. Il est à noter que selon les sites, leur histoire, leur dynamique urbaine, les possibilités sont différentes. Cependant, cette posture de solidarité favorise des dynamiques de sortie de la victimisation individuelle, et vise davantage à l'émancipation.

Les travaux menés dans le cadre du réseau de recherche sur les politiques jeunesse (16-25 ans) dans les quartiers populaires mettent à jour de nouvelles médiations et de nouveaux modes d'accompagnement pour éviter cette confrontation violente avec le risque du chômage. Ces démarches, accompagnées par des adultes, par des professionnels, favorisent une prise de confiance des jeunes, une reconnaissance de capacité, qui transforment en partie les effets dépréciatifs vécus au plan scolaire. Elles favorisent à terme la prise de responsabilités, à la fois sur le plan social et dans le champ du travail. Ainsi, nous questionnons des rapports trop mécaniques entre la scolarité et l'emploi, et ouvrons la réflexion à d'autres modes d'accompagnement des jeunes dans ce moment d'accès à l'autonomie.

La figure du « délinquant »

Mener ces cheminements avec les jeunes pour mettre à distance cette peur immédiate de l'échec social et créer les conditions d'une réassurance pour devenir autonomes, dans une dynamique de droit commun, suppose pour eux, mais aussi pour les professionnels et les élus locaux, de s'étayer à la fois sur les institutions et le statut

L'association entre la figure du délinquant et la mise en cause du statut de nationalité constitue, pour les jeunes, une atteinte très forte à leur sécurité et à leur intégrité de citoyens.

politique conféré aux jeunes, à tous les jeunes dont ceux issus de l'immigration. Depuis 2005, les catégories « délinquants », voire « prédélinquants » ont pris auprès des jeunes une connotation singulière. La plupart d'entre eux se situent par rapport à cette catégorie. Certains ont peur de « mal tourner », sont dans un repli à distance de la vie publique et visent à se distinguer de ceux qui « fixent les murs » ; d'autres font face à cette catégorie par une mise à distance ; d'autres, encore, s'identifient à elle. L'évolution des interventions policiées et des modes de traitement de la justice des mineurs contribue fortement à l'émergence de cette figure du « délinquant », fille et garçon. Nombre d'entre eux se trouvent exclus du droit commun et inscrits dans des chemins définis selon les modalités judiciaires. De plus en plus tôt, ils sont de fait confrontés à cette croisée des chemins, avec moins de chance de retrouver une autonomie liée à des statuts sociaux de droit commun.

A cet égard, le discours de Grenoble du président de la République a été perçu par de nombreux jeunes comme une mise en cause de leur légitimité politique. L'association entre cette figure du délinquant et la mise en cause du statut de nationalité constitue une atteinte très forte à leur sécurité et à leur intégrité de citoyens. La plupart des jeunes ne se sentent pas directement menacés, mais c'est une atteinte à la reconnaissance d'être « traités comme les autres », « comme les Français ». Cela est vécu comme une défiance, une mise en cause de leur reconnaissance. Ils ne sont plus totalement légitimes. Déjà les dynamiques de stigmatisation, les rapports en particulier à la police rendaient plus fragile l'évidence de leur appartenance à la communauté nationale. Après ce discours de Grenoble, les jeunes ressentent une défiance. Plus que d'autres, ils sont assignés à faire

la preuve de leur capacité à être citoyens. Cette évolution transforme l'accompagnement mené par les éducateurs ; le temps des expériences, des tâtonnements « essais/erreurs » se restreint et limite la possibilité de réflexion avec les jeunes sur leurs choix, leurs façons de défendre leur place. Très tôt, ils calculent le risque judiciaire qu'ils prennent lorsqu'ils en ont la capacité. La signification de la loi au regard de l'expérience est plus difficile à aborder.

Retrouver une légitimité politique

La mise en cause des étrangers par les responsables au plus haut niveau de l'Etat, les amalgames entre la figure de l'étranger, celle du musulman, la menace affichée de l'envahissement par les jeunes du Maghreb sont autant de phénomènes qui renforcent profondément ce sentiment « de ne plus être légitimes », et une insécurité pour assumer leur avenir.

Face à ces enjeux, nous constatons une grande difficulté des acteurs locaux, professionnels, militants et élus à prendre la parole et à se situer.

Au même titre que nous tentons de faire face à la crise sociale, nous devons nous situer et ne pas laisser les jeunes issus de l'immigration seuls face à ces positions politiques largement reliées par les médias. Les entretiens avec les jeunes montrent une grande demande pour comprendre ce monde d'aujourd'hui, les enjeux politiques nationaux et internationaux. Ils ne peuvent pas, dans le seul dialogue avec les professionnels, faire face à ces enjeux. Il serait important de mieux analyser collectivement ce à quoi ils sont confrontés et, avec eux, à créer les modalités de leur résistance et de leur reconnaissance. Le silence, face à ces enjeux, est trop lourd et doit être dépassé par des prises de position et un dialogue, affirmé, avec eux. ●